Des conditions pour la libération du responsable d'une radio privée au Burundi

PANA, 16 février 2015 Bujumbura, Burundi - Le responsable de la Radio publique africaine (RPA, indépendante), Bob Rugurika, pourrait recouvrer la liberté provisoire au bout de 26 jours de détention préventive, à la double condition qu'il s'acquitte d'une caution de 20 millions de francs burundais (un peu plus de 10.000 dollars US) et de dévoiler la cache actuelle de son informateur sur les assassinats de trois missionnaires italiennes, au mois de septembre 2014, dans un couvent de Bujumbura, a-t-on appris, lundi, de sources proches du prévenu.

M. Rugurika a été arrêté, le 20 janvier dernier, pour «manquement à la solidarité publique, violation du secret de l'instruction, recel de malfaiteur et complicité d'assassinat» au motif d'avoir refusé de dévoiler ses sources, quelques jours après la diffusion sur les antennes de la RPA, d'une série de reportages d'investigation sur le meurtre de sœurs Lucia Pulici, Olga Raschietti et Bernadetta Boggian. La RPA a été placée, lundi, à la prison centrale de Muramvya, dans le centre du Burundi, un reporter pour couvrir une audience de libération en appel sur la libération conditionnelle ou non de Bob Rugurika qui n'a fait que son travail d'informer, estiment les avocats de la défense et les nombreux soutiens internes et externes de l'un des journalistes d'investigation les plus connus et appréciés dans le pays et au-delà. Le dernier soutien de poids en date est une résolution de l'Union européenne (UE) qui menace le pouvoir burundais de sanctions financières et diplomatiques si Bob Rugurika venait à rester longtemps en prison. Selon la même radio, le développement nouveau dans le procès contre Bob Rugurika est la demande d'une caution de 20 millions de francs burundais qui, normalement, devrait suffire pour sa libération conditionnelle. Pour l'autre condition, la Secrétaire générale et porte-parole de la Cour suprême, Mme Agnès Bangiricenge, avait donné le ton, en date du 24 janvier dernier, en disant, au cours d'une conférence de presse, que le ministre public est prêt à plaider la remise en liberté "à la minute même" de Bob Rugurika, si le prévenu du triple assassinat qui s'est exprimé sur les antennes de la RPA venait à être mis à la disposition de la justice. La même communiqué rappelait que "l'instruction pré-judiciaire est secrète. De ce fait, toute violation du secret de l'instruction est une infraction prévue et punie par la loi pénale burundaise". Du côté des spécialistes du droit de la presse et des professionnels des médias à Bujumbura, on s'accorde à dire que Bob Rugurika est devant un dilemme cornélien. Les professionnels des médias ne peuvent pas trahir une source d'information sans tuer le métier de journaliste, indique-t-on, des mêmes sources. Le responsable de la RPA, quant à lui, a déjà dit à la barre qu'il n'avait vu son informateur que le temps des témoignages et ne savait le trouver aujourd'hui. La RPA doit encore gérer le départ de son journaliste vedette de grandes commissions politiques, Serge Nibizi, qui a offert sa commission dernièrement pour des raisons de "conscience professionnelle, non seulement sur mon poste de chef des programmes, mais aussi sur ma fonction de journaliste à la radio", qui continue néanmoins de fonctionner sur son ton critique habituel des affaires publiques.